



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 02 SEPTEMBRE 2001

N° 287 PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

MEME S'ILS SE RECONCILIENT

CE NE SERA PAS AVEC LES

CLASSES LABORIEUSES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial

Page 5

Côte d'Ivoire: Le procès des gendarmes: une vraie comédie

Page 6

Sénégal: vie chère et salaire de misère

Page 7

- Air France prend possession d'Air Afrique avec des licenciements ...

- Tchad: Le pouvoir réprime les paysans sous prétexte de s'attaquer aux nouveaux foyers de rébellion

Page 8

La brute galonnée va-t-elle rempiler?

ABONNEMENTFRANCE:

1 an: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

MÊME S' ILS SE RÉCONCIENT CE NE SERA PAS AVEC LES CLASSES LABORIEUSES!

Pendant que politiciens et commentateurs amusent la galerie en entretenant un suspense dérisoire sur le "forum de réconciliation" voulu par Gbagbo, la situation des classes laborieuses ne cesse de se dégrader.

Les prix des produits les plus indispensables, riz, igname, huile, savon sont en hausse sur les marchés. Les ressources déjà maigres des travailleurs, des djobeurs, de l'ensemble des classes populaires, suffisent de moins en moins, même seulement à nourrir convenablement la famille. Et pour beaucoup, ces ressources elles-mêmes ont diminué ou disparu, car les entreprises restreignent leurs effectifs et les chantiers du bâtiment sont suspendus ou arrêtés.

Pour insupportable que soit la situation des classes populaires dans les villes, elle l'est encore plus dans les villages. La malnutrition est générale, la sous alimentation menace de le devenir. De plus en plus nombreux sont, surtout parmi les jeunes, ceux qui sont contraints de quitter le village pour les quartiers pauvres d'Abidjan. Mais pour y trouver quoi? Il n'y a pas de travail, sauf des djobs mal payés quand ils sont payés.

L'Etat, même sous la direction du prétendu "socialiste" Gbagbo est aussi dur pour les classes populaires que sous celle de ses prédécesseurs Houphouët, Bédié ou Guéi. Au lieu de chercher à améliorer leur sort, il l'aggrave. La récente hausse de la TVA sur l'électricité à la consommation - donc du prix de l'électricité pour les familles pauvres - est d'autant plus significative d'une politique anti-populaire qu'en même temps, les taxes payées par les entreprises capitalistes ont été abaissées. Et les familles pauvres attendent avec méfiance même les réformes soi-disant en leur faveur comme l'assurance maladie universelle. A juste raison, car on peut être certain que l'Etat cherchera à encaisser les cotisations, mais dans bien des villages et même, dans bien des quartiers populaires de grandes

ville, il ne donnera rien en contrepartie, car il n'y a ni dispensaire, ni médecin. Et même quand il y en a, qui a les moyens d'avancer l'argent des soins avant de se faire éventuellement rembourser? Ce sera seulement un impôt supplémentaire pour les travailleurs, pour les paysans et même pour les chômeurs, obligés de cotiser.

La défaillance de l'Etat est totale dans des domaines aussi essentiels que l'approvisionnement de tous les quartiers en eau potable ou la mise en place et l'entretien des infrastructures. Pour quelques grandes routes construites, surtout pour assurer le transport des marchandises pour les entreprises capitalistes, combien de quartiers populaires où la pluie transforme les rues en borborygmes ou en marécages porteurs de miasmes? Le fait qu'une maladie aussi facile à prévenir aujourd'hui que le choléra se transforme en épidémie et fasse des morts est un indice tangible de la défaillance totale d'un Etat. Il ne sait que prendre aux classes populaires sous forme de taxes - sans même parler des racketts en tout genre - et ne leur donne rien en échange, si ce n'est des coups. Les policiers, les gendarmes, les militaires du "socialiste" Gbagbo sont aussi méprisants vis-à-vis des travailleurs et des pauvres, aussi répressifs, aussi portés à les détrousser comme des bandits de grand chemin, que les forces de répression de ses prédécesseurs. Pas étonnant, ce sont les mêmes et elles sont tout aussi choyées par le nouveau président qu'elles l'ont été par les anciens.

Alors, quelle importance, pour les classes laborieuses, que le "forum de réconciliation" ait lieu le 7 septembre ou soit repoussé en octobre, en décembre ou à jamais? Qu'est-ce que ça peut leur faire que Ouattara accepte ou non d'y venir?

On voit les avantages pour Gbagbo d'une grande embrassade

générale entre leaders politiques: ce serait la reconnaissance solennelle de sa position de président par ses rivaux du passé, du présent et surtout, de l'avenir.

On en voit les avantages pour Bédié qui aurait, en contre-partie, la reconnaissance de son droit de jouir en paix de tout ce qu'il a amassé, y compris au détriment des caisses de l'Etat. Même chose pour Guéi dont les députés se sont d'ailleurs déjà réconciliés avec ceux de Gbagbo, d'autant plus que ce dernier leur a concédé quelques places de ministre.



27 octobre 2000: découverte d'un charnier de 57 corps à Yopougon

Même Ouattara pourrait tirer profit de la "réconciliation", si Gbagbo acceptait de le réintroduire de plein droit dans la vie politique. Il n'est évidemment pas dit que Gbagbo l'accepte - d'où les réticences de Ouattara. Mais le seul enjeu de ces marchandages en coulisse, c'est la carrière politique de Ouattara et la position de sa coterie politique et pas les intérêts de la population.

En réalité, toute cette affaire ne concerne pas la majorité laborieuse de la population, mais seulement les coteries politiques. Elle ne peut même pas en espérer la fin des tracasseries ethnistes qui se sont transformé à plusieurs reprises en violence sanglante. D'abord, parce que les

"présidentiabiles" rivaux, même réconciliés aujourd'hui, peuvent recommencer leur démagogie ethniste demain. Ensuite, parce qu'une cérémonie de réconciliation entre chefs, ne mettra pas fin à la démagogie des plunitifs à leur service, ni aux agissements de leurs troupes. Les nervis du FPI ne baisseront pas les bras, pas plus que ceux du RDR. Et surtout, comment imaginer que les gendarmes, responsables du charnier de Yopougon, triomphalement acquittés pour leurs crimes, ce qui vaut encouragement, cesseront d'utiliser des prétextes ethnistes ou xénophobes, pour multiplier les tracasseries à l'égard des déshérités?

Alors, même si les chefs politiques se réconciliaient entre eux, cela ne signifiera nullement la réconciliation avec la majorité laborieuse de la population. Car tous autant qu'ils sont, les quatre "présidentiabiles" représentent les intérêts de la bourgeoisie possédante, ivoirienne et internationale. Ils représentent les intérêts politiques de la classe riche qui, elle, mène et continuera à mener une guerre féroce contre les travailleurs, contre les paysans pauvres, contre les classes populaires. Leur richesse vient précisément des salaires trop bas qu'ils donnent à leurs ouvriers et des prix trop hauts qu'ils imposent aux consommateurs des classes populaires. Les bas salaires ne sont-ils pas le principal argument invoqué par Gbagbo pour attirer les investisseurs en Côte d'Ivoire?

Aussi, la seule chose importante pour l'avenir du point de vue des travailleurs, des classes pauvres, est la rapidité avec laquelle pourra s'organiser le mouvement ouvrier pour se défendre dans la guerre que leur mène la classe riche et leurs représentants à la tête de l'Etat. Il faut en particulier que les travailleurs s'organisent politiquement et se donnent un parti dont la raison

d'être serait de défendre les intérêts politiques du prolétariat des villes et des campagnes et dont la préoccupation permanente serait d'imposer des mesures favorables aux travailleurs et aux pauvres.

Le PDCI, l'UDPCI et le RDR ne sont que des comités de notables au service des ambitions politiques respectives de Bédié, de Guéi ou de Ouattara et pour préserver les fromages de députés, des élus municipaux, et de leurs coteries.

Le FPI, malgré quelques discours en direction des travailleurs lorsqu'il avait été dans l'opposition; malgré les phrases redondantes de Gbagbo sur la "refondation", n'a nullement l'intention de refonder quoique ce soit dans la société ivoirienne, et sûrement pas en faveur des classes pauvres. A-t-il seulement manifesté l'intention de toucher à la fortune des classes riches, à réduire leurs privilèges et à limiter leur avidité? Non, pas même en paroles. Or, on ne peut pas, dans ce pays, améliorer le sort des classes laborieuses, sans obliger le patronat à payer des salaires meilleurs, sans l'obliger à embaucher plus, à racheter aux paysans leurs matières premières à meilleur prix, à respecter ne serait-ce que la législation du travail actuelle. On ne peut assurer une politique de santé qui profite à tous, et pas seulement à ceux qui ont de l'argent, on ne peut améliorer les infrastructures et l'hygiène dans les quartiers pauvres, sans réorienter fondamentalement les dépenses de l'Etat, en supprimant tous les avantages, toutes les subventions ouvertes ou déguisées aux entreprises capitalistes, en prenant des mesures draconiennes contre la corruption, contre le pillage des caisses de l'Etat par ceux qui le dirigent.

En un mot, on ne peut rien faire pour les classes laborieuses, sans s'en prendre aux intérêts des

classes riches. Gbagbo ne veut rien faire contre les riches. Il ne fera rien pour les travailleurs et pour les démunis.

Le FPI, son parti, n'a non seulement rien à voir avec le socialisme, il ne représente même pas les idées progressistes. Rien que son ethnisme ordurier, la façon dont ses militants propagent dans leurs rangs comme autour d'eux, sous prétexte du respect des traditions, des idées réactionnaires et obscurantistes, le disqualifie. Oh,

il n'est pas pire que le PDCI, que le RDR, que l'UDPCI! Mais il n'est pas meilleur, ni même différent.

Alors, aux travailleurs les plus conscients de se donner la main, aux intellectuels révoltés par la situation des classes laborieuses de les rejoindre et alors tous les espoirs sont permis pour que le prolétariat ait enfin son propre parti et se donne toutes les chances pour mener les luttes nécessaires afin d'imposer leurs exigences pour une vie meilleure.

COTE D'IVOIRE

LE PROCÈS DES GENDARMES UNE VRAIE COMÉDIE

Les huit gendarmes rendus responsables du "charnier de Yopougon" ont été libérés, "faute de preuve".

On se souvient qu'avant même le début du procès, le ministre de la défense, Lida Kouassi, avait dit, "on ne fera pas le procès de la gendarmerie"; quant au journal

d'Ivoire lavée de toute souillure" ou encore "un procès régulier".

Rien que ces quelques titres en disent long sur leurs auteurs, sur ce qu'ils sont! Après cela, soit dit en passant, ce sont les mêmes qui chantent "la réconciliation nationale" et traitent de tous les noms ceux qui pensent à juste raison que tout ça n'est que mascarade! Comme l'était ce procès où même la partie civile était absente, qui s'est déroulé de surcroît dans un camp de gendarmerie.

En tout cas, ceux qui ont vécu cette journée du 26 octobre; ceux qui ont vu de leurs yeux comment la gendarmerie à Abobo et les nervis du FPI ont tué, savent que, même s'ils sont absous par le tribunal, ce sont des assassins. Mais ils ne sont pas les seuls responsables d'une situation où on peut assassiner impunément, simplement parce que la victime appartient à une autre ethnie que la sienne. Les vrais responsables, il faut les chercher ailleurs, parmi les dirigeants politiques, les Bédié, les Gbagbo et leurs sous-fifres, les "intellectuels" et les journalistes à leur service, qui ont propagé cette haine.



"Notre Voie" du FPI, il titrait aux lendemains des résultats du procès, "la justice est devenue vraiment juste"; "le complot contre la gendarmerie a échoué"; "la Côte

Même si ces gens n'ont pas tenu un couteau ou un revolver pour tuer de pauvres gens, leurs plumes et leurs paroles en ont armé de centaines, dont ceux des gendarmes.

Par ailleurs, on ne peut que regretter et s'alarmer de voir que nombreux sont les gens, même dans les quartiers populaires, qui se sont réjouis de l'acquittement des gendarmes. On ne peut pas se réjouir de voir des gens qui ont torturé et tué être acquittés. En tout cas,

cette réaction n'augure rien de bon pour l'avenir.

Notre solidarité la plus totale va aux victimes. Et notre vœux est que les travailleurs, les populations des quartiers pauvres, non seulement refusent le poison qu'on distille parmi eux, mais qu'ils aient la force et la conscience collective pour s'y opposer et pour briser une détérioration de la situation qui conduit tout droit à la catastrophe.

SENEGAL

VIE CHERE ET SALAIRE DE MISERE

Le 14 juillet dernier le prix du pain ainsi que celui de certaines denrées alimentaires de base ont grimpé. Dans la même foulée, le gouvernement a donné le feu vert pour que les prix du transport en commun, de l'eau et de l'électricité soient revus à la hausse.

Un mois plus tard ce sont les paysans cultivateurs d'arachide qui ont appris que les autorités ont donné le droit au syndicat des collecteurs d'arachide de diminuer de 25 F cfa par kilo le prix d'achat de cette matière première.

C'est un véritable coup de massue que le gouvernement de Wade a décidé d'assener à l'ensemble des classes laborieuses du Sénégal. Les conditions d'existence déjà très difficiles du fait des bas salaires

vont s'aggraver pour un grand nombre de salariés de condition modeste. Il en ira de même pour une grande partie de petits paysans dont la vie dépend de la variation du prix de l'arachide.

Les représentants du pouvoir ont le culot de dire que cette augmentation du prix des denrées et des services ainsi que la diminution du prix de l'arachide ne sont que de simples réajustements allant dans le sens de la "vérité des prix".

Loin des promesses d'une vie meilleure pour tous faites durant sa dernière campagne électorale, voilà la véritable politique de Wade. Elle est dans la continuité de celle de Diouf : tout pour les riches, la misère pour les travailleurs et les petits paysans.

AIR FRANCE PREND POSSESSION D'AIR AFRIQUE AVEC DES LICENCIEMENTS A LA CLEF

Au courant du mois d'août dernier un sommet réunissant les représentants des onze pays membres de la compagnie Air Afrique a parait-il concocté "un plan de sauvetage" pour la compagnie Air Afrique moribonde. Selon ce plan, Air France deviendrait l'actionnaire principal d'Air Afrique en acquérant 35 % de ses actions tandis que les onze Etats africains deviendraient actionnaires minoritaires en ne possédant plus que 22% des parts de cette compagnie.

Au sortir du sommet Abdoulaye Wade a voulu faire l'intéressant en annonçant que l'ensemble des 4200 salariés d'Air Afrique seraient repris par la nouvelle société, à l'exception des "départs volontaires" ou en retraite. Mais immédiatement ses propos ont été démentis par les dirigeants d'Air France qui ont déclaré qu'il n'était pas question pour eux de reprendre Air Afrique tant que le problème des

"sureffectifs" et de la dette de cette société n'ont pas été réglés auparavant.

En clair, il est question d'un "plan social" pour se débarrasser de 1500 à 2000 salariés d'Air Afrique. Ces dirigeants voudraient donc jeter des travailleurs à la porte comme des kleenex usés. En agissant ainsi, ils s'appêtent à jeter dans la misère plusieurs milliers de personnes car chacun sait que dans nos pays la survie de plusieurs familles peut dépendre d'un seul salaire.

C'est pour défendre leurs intérêts que les salariés d'Air Afrique ont mené au cours de cette année des luttes sous forme de manifestations et de grèves contre le précédent plan qui prévoyait la suppression de la moitié du personnel. Ils n'ont pas encore dit leur dernier mot sur le nouveau plan.

TCHAD

SOUS PRETEXTE DE S'ATTAQUER AUX NOUVEAUX FOYERS DE REBELLION LE POUVOIR REPRIME LES PAYSANS

Les populations du sud du pays vivent de nouveau dans la répression et la peur. Depuis deux mois, c'est presque quotidiennement que les forces gouvernementales s'en prennent à elles, dans les villes et les villages, sous prétexte d'y déloger des rebelles.

En effet des foyers de rébellion armés ont de nouveau surgi dans cette zone après plusieurs années de calme relatif, suite à l'assassinat de certains chefs rebelles tels que Laoukein Bardé Frisson ou Moïse Ketté. Cette région était "pacifiée" par la force; une répression sans précédent s'était abattue sur les populations accusées

d'entretenir les rebelles, de les cacher ou même de les soutenir moralement.

Mais les agissements des forces gouvernementales envers les populations ont fini par pousser les gens à bout. C'est ainsi, que, de nouveau, des mouvements de résistance à la force brutale et aux exactions de toutes sortes ont vu le jour, dont quatre principaux : Doba et Sarh (villes), Mbaïbokoum et Goré (villages importants). Deux des dirigeants de ces nouveaux mouvements de résistance ne sont pas des inconnus. Il s'agit du colonel Ahidjo, un ancien compagnon de lutte de Idriss Déby, et d'un autre colonel, Alain Tomal qui fut un des

bras droit de Moïse Ketté.

Que ce soit dans le Sud ou dans le Nord du pays (une rébellion sévit dans le Tibesti depuis 1997), ce

sont aux populations, en particulier les paysans pauvres que le régime choisit d'en faire payer le prix fort. Les femmes et les enfants ne sont pas épargnés.

TOGO

LA BRUTE GALONNEE VA-T-ELLE REMPLIR ?

Eyadema, le dictateur militaire à la tête du Togo depuis 34 ans a fait annoncer par son premier ministre qu'il veut briguer un nouveau mandat aux élections présidentielles de 2003. La constitution et le code électoral qu'il a pourtant fait adopter en 1992 de concert avec les partis d'opposition stipule qu'il doit quitter la présidence à l'issue de son mandat actuel. Le dictateur n'est pas homme à s'encombrer de ce genre de légalisme. Il a fait récemment déclarer que cette constitution "ne serait pas applicable en l'état".

Eyadéma se déclare volontiers être "un ami de la France". Les dirigeants français le lui rendent bien puisque c'est grâce à leur appui qu'il a pu se maintenir aux plus hautes fonctions depuis le coup d'Etat militaire de 1967 qui l'a porté au pouvoir. Cet ancien sergent chef de l'armée française est aussi un vétéran de la guerre coloniale d'Indochine.

Le régime d'Eyadéma collectionne de multiples accusations de violations des droits de l'homme. Des rapports d'Amnesty International font périodiquement état de cadavres d'opposants repêchés dans la mer. Ils y seraient

précipités depuis les avions de l'armée de l'air togolaise. En 1993, suite à une explosion de la furie meurtrière de cette armée, l'Union Européenne avait fini par suspendre sa coopération avec le régime. Ça n'a duré qu'environ un an. Le soutien de la France quant à lui n'a jamais fait défaut à Eyadéma. Il a suffi de la caution de Chirac et de quelques déclarations d'intentions de bonne volonté d'Eyadéma pour que ces relations soient rétablies. Car ce qui compte avant tout pour les puissances européennes, c'est que leurs trusts respectifs puissent faire des profits au Togo. Avec la dictature d'Eyadéma s'il le faut; avec celle d'un autre si celle-ci se révèle trop usée. Le principal parti d'opposition, l'UFC (Union des Forces de Changement) a toujours été prêt à prendre la relève pour les intérêts des classes possédantes et des grandes puissances. Son dirigeant Gilchrist Olympio a déclaré qu'"il faut que la communauté internationale impose des sanctions".

Alors, finalement le général-président remplira-t-il? Ne remplira-t-il pas? Choisira-t-il de se mettre quelque temps au vert pour mieux revenir comme l'a fait son ami Kérékou du Bénin voisin? Ce sinistre feuilleton n'est peut-être pas tout à fait terminé.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.